

Investir dans le non-vert qui produit du vert

PLACEMENTS A Genève, Anaconda Invest mise sur l'éolien offshore à travers des sociétés de services pétroliers qui se reconvertisent dans le renouvelable

SÉBASTIEN RUCHE
@sebruch

Il existe des façons a priori moins évidentes d'investir dans le renouvelable. Comme de « miser sur des activités non vertes mais qui produisent du vert », selon la formule de Renaud Saleur, un gérant de hedge fund basé à Genève. Dans son fonds long/short sur l'énergie verte, le patron d'Anaconda Invest aime particulièrement le secteur parapétrolier. Mais pas pour une position short (qui parie sur la baisse des cours). Les entreprises qui fournissent des services au secteur pétrolier représentent 40% du portefeuille, car elles sont en voie de reconversion.

« L'éolien offshore est un marché très intéressant, car environ 19000 éoliennes seront installées dans les mers du globe d'ici à 2030, ce qui représente une hausse de 30% par an, décrit Renaud Saleur, qui utilise l'analyse fondamentale et les signaux générés par des algorithmes pour sa gestion. L'installation d'éoliennes nécessite des bateaux et des moyens techniques semblables à ceux utilisés pour monter des plateformes pétrolières. Or seuls 16 bateaux dans le monde sont capables d'installer des éoliennes mais dix sont obsolètes ou le seront prochainement. »

Quasi-monopole

Deux sociétés cotées, le norvégien OHT et l'américain Eneti, possèdent la majorité des six navires pouvant installer les éoliennes actuelles de 12 mégawatts, qui pèsent dans les 600 tonnes pour une envergure de 120 mètres, poursuit l'ancien gérant de Soros et de Fidelity. Ces deux constructeurs navals, qui pèsent chacun 4% du fonds long/short, sont protégés de la concurrence car fabriquer un de ces bateaux prend 3 ans

et coûte environ 400 millions de dollars.

« Or, ces deux sociétés et tout le secteur parapétrolier sont très sous-valorisés en bourse, à moins de 0,5% de la valeur des actifs nets le plus souvent, car ils sont associés au pétrole », observe encore le gérant qui supervise environ 80 millions d'euros dans quatre fonds. La pénurie de navires risque de s'intensifier avec la nouvelle génération d'éoliennes en mer, de 15 mégawatts, plus hautes que la tour Eiffel.

En 2020, le thème du renouvelable a connu des performances stellaires en bourse. L'indice S&P Global Clean Energy a ainsi gagné 138%. Puis le secteur a souffert depuis le début de l'année, le même indice perdant plus de 12%. La hausse du rendement des obligations américaines à long terme et le fait que les plans de relance verts prennent du temps à se matérialiser ont poussé les investisseurs à prendre leurs profits de manière indiscriminée, écrit Renaud Saleur dans la documentation de ses fonds. Le fonds long/short d'Anaconda a reculé de 9% cette année, après avoir gagné 60% entre son lancement début juillet 2020 et fin décembre.

Cette vision « du non-vert qui produit du vert » se retrouve dans une autre position d'Anaconda, Aker Solutions. Fin août 2020, le groupe industriel norvégien a introduit deux de ses filiales en bourse, qui représentaient 50% de son activité. Leurs cours ont doublé en quelques semaines et étaient quatre fois plus élevés début janvier. Pourquoi? « Parce que le spin-off a mis en valeur les activités de ces filiales, dans l'éolien offshore et dans la capture de CO2, analyse Renaud Saleur. Ce sont des moyennes capitalisations, l'effet a donc été très fort sur le cours de bourse. Comme Aker Solutions fournit des services à ses filiales, les investisseurs ont aussi compris que le renouvelable était important pour le groupe. » Après avoir baissé en prévision du spin-off, l'action Aker Solutions a retrouvé son niveau pré-séparation des filiales. ■

MAIS ENCORE

Bénéfice et revenus en hausse pour Raiffeisen en 2020

Raiffeisen s'est montré solide en 2020 face à un environnement rendu ardu par la pandémie de Covid-19. Etoffant ses revenus, le groupe bancaire coopératif saint-gallois a vu son bénéfice net progresser de 3,1% au regard de 2019 à 861 millions de francs. L'ensemble des produits s'est inscrit à 3,06 milliards de francs, soit une hausse de 0,3%, a indiqué jeudi Raiffeisen. (AWP)

Vers une assurance pandémie obligatoire en Suisse?

GRANDS RISQUES Les assureurs suisses proposent un partenariat public-privé. Ils financeraient une partie de la couverture du risque de pandémie et l'Etat interviendrait comme réassureur. Le projet coûterait près de 10 milliards de francs. La balle est dans le camp du Conseil fédéral

EMMANUEL GARESSUS, ZÜRICH
@garessus

La Suisse n'est pas prête à affronter les grands risques. Ce n'est pas seulement vrai pour la pandémie. D'autres menaces restent non assurées. Par exemple, « nous ne sommes pas suffisamment équipés pour faire face aux effets d'une pénurie d'électricité. Nous regrettons aussi que l'assurance tremblements de terre ne soit toujours pas obligatoire », a déclaré jeudi Juan Beer, membre de la direction de l'Association suisse d'assurances (ASA).

Lors d'une conférence de presse virtuelle, l'assurabilité des grands risques, c'est-à-dire ceux qui ne sauraient être assurés que par le seul secteur privé ou alors à de mauvaises conditions, était au cœur des discussions. Le débat porte par exemple sur la pandémie, les catastrophes naturelles liées au changement climatique ou les cyberattaques à l'échelle mondiale.

Un partenariat avec l'Etat semble être la solution imaginée aujourd'hui par les assureurs. « Les risques les plus graves qui menacent l'humanité ne sauraient être assurés par le seul secteur privé. La pandémie du Covid-19 et le confinement ordonné par les autorités nous l'ont clairement montré », a déclaré Rolf Doerig, président de l'ASA.

La pandémie n'est d'ailleurs pas un risque majeur au sens strict, mais un « risque de cumul », a précisé l'ASA. Dans le cas du Covid-19, les sinistres surviennent en même temps et en grand nombre dans le monde entier. Les risques ne sont dès lors pas diversifiables comme ceux des catastrophes naturelles. Une proposition de partenariat public-privé entre le secteur de l'assurance, qui représente 50 000 collaborateurs, et la Confédération, portant sur une assurance pandémie, a été transmise en septembre 2020 au conseiller fédéral Ueli Maurer. Une prise de position de ce dernier est attendue ce printemps.

Une assurance avec réassurance publique

Le projet devrait prendre la forme d'une solution d'assurance privée avec réassurance publique. Selon Urs Arbter, directeur adjoint à l'ASA, l'hypothèse de travail comprend un total de sinistres de 10 milliards de francs pour une période

de confinement de six mois. « Aux politiques et aux futurs assurés de décider s'ils veulent emprunter cette voie avec nous, s'ils sont favorables à une assurance obligatoire ou semi-obligatoire », selon Juan Beer. La recommandation de l'ASA est claire: « Une telle solution d'assurance ne saurait fonctionner sans obligation. »

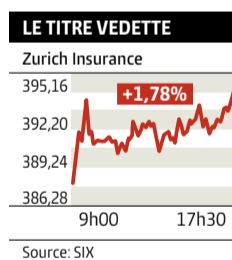
Les réactions du courtier en assurances Kessler sont positives: « La piste présentée par l'ASA nous semble opportune. L'obligation d'assurance évite le risque d'antisélection [une répartition inégale de l'information entre les acteurs du marché, ndr] et la garantie publique est nécessaire pour permettre le transfert de ce risque inassurable en tant que tel. De toute façon, au bout du compte, c'est l'Etat qui paie, mais aujourd'hui sans budget et avec des règles qui évoluent constamment », déclare Bernard Perritaz, membre de la direction de Kessler.

Sur le plan politique, selon l'ASA, il est possible qu'une modification de la Constitution soit nécessaire, auquel cas le dossier prendrait plusieurs années. Non seulement il faudrait déterminer les branches qui seraient concernées par l'obligation, mais aussi répartir les coûts entre les parties prenantes. L'essentiel des charges devrait toutefois être supporté par l'assurance, le reste par la Confédération. ■

PROPOSÉ PAR BCGE

Freiné par Novartis

BOURSE Jeudi, le marché suisse a ouvert la séance en baisse de 0,48% à 10 720,23 points, poursuivant ainsi sur les mauvaises performances de la veille. Les indications préalables en provenance de Wall Street étaient négatives. Le SMI a clôturé en repli de 0,20% à 10 750,09 points, tandis que le SPI gagnait 0,28% à 13 469,97 points. Parmi les poids lourds défensifs, le leader pharmaceutique Novartis (-3,19% à 78,20 francs) était traité hors dividende de 3 francs. En revanche,



Roche a engrangé 1,72% à 303,95 francs et Nestlé 1,59% à 98,50 francs. Aux bancaires, UBS a cédé 1,03% à 14,445 francs et Credit Suisse 0,27% à 12,97 francs. Pour sa part, Zurich Insurance (+1,78% à 395,4 francs) a nommé Sierra Signorelli directrice générale de Commercial Insurance (assurance des entreprises) et membre de la direction du groupe avec effet immédiat. Elle prend la suite de James Shea qui quitte la compagnie d'assurances. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

CHARTÉ ÉDITORIALE WWW.LETEMPS.CH/PARTENARIATS

PUBLICITÉ



BPS (SUISSE) – Résultats de l'exercice 2020

« Un 25e anniversaire record et une nouvelle présence dans le canton de Vaud »

Lugano, le 3 mars 2021

Malgré les événements extraordinaires qui ont marqué cette année et ont influé sur la gestion opérationnelle de la Banque, l'année a été fructueuse.

L'agilité de notre structure et la qualité de notre organisation interne nous ont permis de faire avancer les projets dans le respect du calendrier établi et avec une pleine maîtrise des risques opérationnels.

Notre réseau territorial local s'est renforcé avec l'ouverture de la succursale de Vevey (VD). La Banque dispose désormais de 20 agences physiques, réparties dans 8 cantons et en Principauté de Monaco, auxquelles s'ajoutent le bureau de

représentation de Verbier (VS) et l'unité virtuelle Direct Banking.

Notre établissement compte 340 collaborateurs.

De nombreux travaux informatiques ont été menés au cours de l'année et officialisés avec succès par notre migration informatique au 1^{er} janvier 2021.

Une croissance marquée de l'activité Clientèle

Les nouvelles propositions liées à la finance durable ont été bien accueillies par le public. En plus de l'offre de profils d'investissement avec des allocations d'actifs spécifiques, deux nouveaux compartiments ESG (Environmental, Social, Governance) ont été lancés dans le cadre de notre fonds Popso (Suisse) Investment Fund Sicav.

Le placement des produits pour les clients Retail, en particulier, le paquet PassparTu, qui comprend tous les produits et services des opérations quotidiennes, ainsi que le Plan d'épargne

en fonds, disponible pour différents profils d'investissement ont reçu un accueil réjouissant.

Les prêts aux clients, principalement axés sur le secteur de l'immobilier résidentiel en conformité avec notre politique de crédit, ont augmenté de 7%, tout en maintenant un niveau de risque acceptable.

Un compte de résultat record

Le résultat net de l'activité bancaire en hausse et une augmentation modérée des charges d'exploitations ont permis au bénéfice de l'exercice de franchir la barre des 20 millions de francs, dont plus des 2/3 du montant iront renforcer les fonds propres de notre Banque.

Vous nous trouvez en Suisse romande à Neuchâtel, Martigny, Verbier et Vevey.

www.bps-suisse.ch

Votre Banque, vos valeurs



Mauro De Stefani
Président de la Direction Générale BPS (SUISSE)



Dimitri Consoli
Responsable Zone de Marché Suisse Romande
Responsable de la Succursale BPS (SUISSE) de Neuchâtel

Communiqué de presse

Chiffres clés en CHF	2020	2019	Variation %
Total du bilan	5 894 609 164	5 483 414 459	7.50
Engagements envers la clientèle	3 254 881 829	3 099 067 154	5.03
Créances sur la clientèle	4 809 128 422	4 497 856 958	6.92
dont créances hypothécaires	4 287 733 483	3 991 200 561	7.43
Fonds propres	409 332 571	393 204 889	4.11
Résultat net des opérations d'intérêts	58 976 377	51 172 586	15.25
Résultat des opérations de commissions	23 552 843	23 963 334	-1.72
Résultat des opérations de négoce	20 531 764	22 877 858	-10.26
Résultat net de l'activité bancaire ordinaire	102 094 724	98 349 141	3.81
Charges d'exploitation	70 704 952	69 878 958	1.19
Résultat opérationnel	27 439 326	21 839 379	25.65
Bénéfice	20 177 682	16 763 947	20.37